

ANTISÉMITISME ET ANTISIONISME CHRÉTIENS

Benoît Bourguine (UCLouvain), le 24 mai 2019

Colloque international : L'antisionisme est-il une nouvelle forme d'antisémitisme ?

CCLJ – Sénat de Belgique – 23-24 mai 2019

Un constat et trois thèses.

Le constat, un peu massif : si les Juifs d'Europe occidentale éprouvent aujourd'hui un sentiment d'insécurité croissant au point que certains envisagent un changement de domicile, la menace ne vient pas d'abord du christianisme : elle ne vient ni des autorités des Églises ni des chrétiens ni d'une argumentation relevant de la doctrine chrétienne. On l'a entendu hier soir avec Georges Bensoussan et Joël Kotek : les menaces physiques, le danger mortel, il vient en premier de la population d'origine arabo-musulmane, l'antisémitisme imprègne l'univers culturel et religieux du monde arabo-musulman. Les chrétiens ne sont pas les agresseurs, ni les persécuteurs actuels des Juifs. Ça va sans dire mais ça va mieux en le disant, parce que c'est nouveau en Occident, où le christianisme fut, en particulier depuis 1096, le vecteur essentiel de la détestation et de la persécution des Juifs. Il faut rappeler le poids historique considérable du motif théologique de l'antijudaïsme et mentionner aussi ce qui relie, selon la recherche historique contemporaine, l'antijudaïsme théologique chrétien et l'antisémitisme contemporain : antijudaïsme chrétien et antisémitisme contemporain sont distincts mais ils entretiennent des liens (voir par exemple Nina Valbousquet, professeur à Fordham University New York, auteur d'une thèse sur les réseaux de l'antisémitisme catholique en France et en Italie dans l'entre-deux-guerres). Ce constat prend acte du tournant irréversible, que les Églises chrétiennes ont pris au siècle dernier. Parmi ces Églises, il y a bien sûr l'Église catholique qui numériquement représente la moitié des Chrétiens mais qui possède un impact symbolique et médiatique disproportionné en raison de la force symbolique de la papauté, à raison aussi de sa structure hiérarchique et administrative, sans oublier son réseau diplomatique incomparable. Surtout, c'est l'Église catholique qui porte l'héritage et la mémoire des persécutions les plus meurtrières dans l'occident chrétien.

Voilà pour le constat. Maintenant les deux thèses qui nuancent le constat. Les chrétiens sont-ils vraiment à mettre hors de cause dans ce qui arrive aujourd'hui ? Ou dit autrement, en quoi ce nouvel antisémitisme les concerne directement ?

Première thèse : il y a dans le monde chrétien un double antisionisme, selon une distinction due à Yves Chevalier¹, il y a un antisionisme théologique et un antisionisme politique. L'antisionisme

¹ Yves CHEVALIER, *L'antisémitisme*, Paris, Éditions du Cerf, Coll. Sciences humaines et religion, 1988. Et pour la distinction : Yves CHEVALIER, *Antisémitisme et antisionisme* (texte non publié, aimablement transmis à l'auteur de ces lignes). Cette communication reprend des éléments présents dans : Bourguine, Benoît. *Les survivances d'antisémitisme dans l'enseignement de l'Église*. Antisémitismes en Belgique et en Europe (Bruxelles, 06/10/2013). In: *Antisémitismes en Belgique et en Europe*, 2013. 9782873961466.

théologique a un aspect un tantinet folklorique. Quant à l'antisionisme politique, il n'est pas de soi antisémite, mais peut le devenir et l'est effectivement devenu.

1. **L'antisionisme théologique**, conséquence de la théologie de la substitution, est l'héritier de l'antijudaïsme séculaire. La théologie de la substitution : l'Église a remplacé les Juifs dans l'élection, elle est l'Israël nouveau. De ce point de vue, on considère qu'il est préférable que les Lieux saints soient aux mains des Musulmans plutôt que des Juifs, parce que cela embarrasse une théologie soutenant que le peuple de l'ancienne alliance n'a plus de raison d'être. Avec le projet sioniste qui prend forme en 1948, cela embarrasse la théologie de considérer que le recouvrement par les Juifs de leur terre serait intervenu en accomplissement des promesses, même si cette théologie peut sans problème reconnaître que la création de l'État d'Israël relève d'une fidélité de Dieu à son peuple. La diplomatie du Saint-Siège au XX^e siècle a été déterminée par cet embarras mais aussi par l'influence des Églises arabes. Paul VI, au cours de son voyage en Terre sainte en 1964, s'abstient de mentionner l'État d'Israël alors qu'il cite l'État jordanien – la reconnaissance officielle de l'État d'Israël par le Saint-Siège intervenant seulement en 1993.

2. **L'antisionisme politique** acquiert toute sa vigueur lorsqu'avec la guerre des six jours la figure du Palestinien est identifiée à l'opprimé et celle d'Israël à celle de l'oppresser ; le mobile devient politique, les motifs sont tiers-mondistes, anticoloniaux et anti-impérialistes. C'est un antisionisme de gauche, voire d'extrême gauche. Cet antisionisme politique est le plus virulent et n'est pas près de s'éteindre. Il se renouvelle à chaque crise du Proche-Orient. Ces cas d'antisionisme ne s'identifient pas toujours à de l'antisémitisme, pourtant ils révèlent une étrange obsession et ils sont souvent l'occasion d'insinuations qui confinent à l'antisémitisme.

Premier exemple de cet antisionisme politique, cité dans l'article d'Yves Chevalier : la publication par *Témoignage Chrétien*, dès juillet 1967, d'une brochure de 70 pages signée de deux religieux, le Père Paul Gauthier et Sœur Marie-Thérèse, intitulée *Jérusalem et le sang des pauvres*² : une vision très partielle de la guerre des 6 jours. C'est le signe qu'entre 1967 et 1970, la rédaction de *Témoignage chrétien* bascule dans l'antisionisme militant. Quelques titres d'articles de cette époque sont évocateurs : « L'État d'Israël est-il légitime ? », « Le Sionisme n'est-il pas une perversion et une maladie du judaïsme qu'il faut combattre ? », ou encore : « Dieu veut-il un État juif ? ». La gauche chrétienne n'en était qu'à ses débuts, en termes d'antisionisme.

À quel moment la mobilisation pro-palestinienne tutoie dangereusement l'antisémitisme ? Les réponses varient selon les sensibilités, mais on jugera que Jean Baubérot, protestant, historien et sociologue de la laïcité, s'expose à cette extrémité dans une monographie publiée en 1970³. Un ex-de l'amitié judéo-chrétienne de France y dénonce l'horreur du sionisme. Le chapitre 4 intitulé « Der Yassin contre Auschwitz » est bâti sur le rapprochement de trois événements, comme en donne idée la citation suivante :

² Cahier du Témoignage chrétien, Juillet 1967 n°47.

³ Jean BAUBÉROT, *Le tort d'exister. Des juifs aux palestiniens*, Bordeaux, Ducros, 1970

« Auschwitz, symbole des crimes du nazisme qui en a perpétré de multiples autres ; Hiroshima, symbole des crimes de la civilisation américaine, et il n'est pas le seul ; Der Yassin, symbole des crimes du sionisme qui a commis plusieurs Der Yassin »⁴.

Et l'auteur de poursuivre un peu plus loin : « Der Yassin ou le retour à la normale de l'excommunié. Les juifs désormais ne seront plus méprisés, ils se comporteront comme les autres, comme ceux qui les ont persécutés, comme ceux qui se sont rendus coupables d'Auschwitz ou d'Hiroshima (...). Auschwitz, Hiroshima, Der Yassin ; trois symboles de crimes grâce auxquels le niveau agréablement élevé, la civilisation avancée, moderne, le suréquipement industriel et l'expansion continue de l'occident sont bâtis »⁵. Depuis 1970, ce procédé consistant à assimiler les épisodes du conflit israélo-palestinien aux pires crimes du nazisme, tout en en attribuant la seule responsabilité à l'État d'Israël, n'a pas cessé d'être imité. Succomber à ces amalgames relève plus de l'argumentaire partisan et de la propagande que de l'analyse. Sous la plume d'un intellectuel, la disproportion du parallèle mené par Baubérot jette le soupçon sur ses réelles motivations.

Plus près de nous, puisqu'il date de 2011, un exemple tout à fait singulier est venu rappeler une obsession chrétienne assez opaque ; il s'agit de l'*appel aux Chrétiens à se joindre à l'initiative « Un bateau français pour Gaza »* pour briser le « siège israélien de Gaza ». Un collectif d'ONG françaises se constitue, puis des ONG chrétiennes emboîtent le pas, et non contentes de participer en tant qu'ONG, ces associations chrétiennes entendent se distinguer pour exprimer la spécificité chrétienne de leur démarche et interpeller directement les chrétiens au nom de l'Évangile. Le fait n'est pas ordinaire. Il faut mesurer la portée que revêt cette démarche étonnante. Gaza est une cause si essentielle pour le christianisme qu'on interpelle publiquement « les communautés chrétiennes de France ». Ce n'est pas si fréquent qu'une cause mérite un tel honneur. Rares sont les drames contemporains ayant reçu autant d'égards.

Cet appel est signé par 4 évêques (Mgr Yves Patenôtre, archevêque de Sens-Auxerre, Mgr Bernard Housset, évêque de La Rochelle et Saintes, Mgr Marc Stenger, évêque de Troyes, président de Pax Christi, Mgr Philippe Brizard de l'Œuvre d'Orient), et par 4 pasteurs, anciens présidents de la Fédération protestante de France (Jean-Arnold de Clermont, Jacques Maury, Jacques Stewart, Jean Tartier). Promu par des associations ecclésiales en vue telles que Pax Christi dépendant directement de l'épiscopat français, le Comité catholique contre la Faim (CCFD) et des associations œcuméniques comme l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), et Chrétiens de la Méditerranée. *Cet appel est un bijou de tartufferie*. L'Évangile est invoqué, un discours pénétré d'onction religieuse pour vendre une action militante de portée politique, et d'orientation partisane, qui reprend l'argumentaire du Hamas sur les conditions de vie et les responsabilités du blocus de Gaza, à la différence près qu'il reconnaît le droit d'existence à l'État d'Israël. Il y a même une « proposition pour l'animation de temps de prières ». Dans cette paraliturgie on instrumentalise la Bible, le prophète Isaïe, et autres textes pieux pour soutenir la cause. Les grands moyens, donc, pour ce qui se réduirait bientôt à une pantalonnade. Pas d'antisémitisme explicite, mais un parti pris qui appelle à tout le moins le soupçon. Il suffit de visiter les sites Internet des diverses

⁴ Jean BAUBÉROT, *Le tort d'exister*, p. 49.

⁵ Jean BAUBÉROT, *Le tort d'exister*, p. 50.

associations citées pour constater que le conflit israélo-palestinien présenté de manière unilatérale, relève bien d'une paranoïa religieuse. Cet épisode n'est qu'un exemple parmi d'autres.

On pourrait tout aussi bien consacrer un chapitre au *Conseil œcuménique des Églises* de Genève (qui regroupe une large proportion d'Églises orthodoxes et protestantes, et constitue à cet égard une institution représentative de très nombreuses Églises de par le monde). Il dispose de deux organes permanents : un Forum œcuménique Palestine/Israël destiné à « modifier les orientations politiques au Moyen Orient » et un Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël en vue de mettre fin à l'occupation israélienne. Chaque année, il y a également « une semaine pour la Paix en Palestine Israël ». Des documents émanant du COE encouragent une politique de sanctions et de boycott à l'endroit d'Israël en raison de l'occupation de la Cisjordanie. L'action politique serait légitime si elle n'était unilatéralement pro-palestinienne. Toute la responsabilité est rejetée du côté israélien, l'occupant. Point de mention de l'organisation terroriste du Hamas ou des dysfonctionnements de l'Autorité Palestinienne. La question est de savoir si, pour mériter autant d'attention, Israël est la seule région du monde où les chrétiens sont exposés aux persécutions et aux injustices. La question suivante est de savoir pour quelle raison ce conflit obsède tant le COE : participe-t-il à la focalisation plus générale des sociétés européennes sur ce conflit ? Trouve-t-il là un lieu d'unanimité commode entre des Églises que tout ou presque sépare ? Les Églises luthériennes y côtoient des Églises préchalcédoniennes, autant dire qu'on a affaire à des mondes différents. Si c'est le cas, on ne serait pas loin de la théorie girardienne du bouc émissaire. L'obsession pathologique du COE vis-à-vis d'Israël mériterait en tout cas une étude sérieuse, quand on pense aux véritables enjeux du christianisme mondial et à la cartographie des persécutions perpétrées à l'encontre des chrétiennes et des chrétiens de par le monde, qui ne recouvre pas exactement, loin s'en faut, la hiérarchie de ses préoccupations.

Seconde thèse : Dans sa formulation, je m'inspire d'une réflexion de l'excellent essai que Delphine Horvilleur consacre à l'antisémitisme « Réflexions sur la question antisémite ». Elle écrit à propos de la compétition victimaire des décoloniaux et autres « Social Justice Warriors » des combats intersectionnels qui réhabilitent en réalité le racisme au nom de l'antiracisme : « La rancœur du passé convainc que la mémoire donne plus de droits que de devoirs » (p. 41). S'agissant des Chrétiens, une chose est certaine vis-à-vis des Juifs, **la mémoire de l'histoire donne infiniment plus de devoirs que de droits**. Beaucoup de chrétiens font preuve d'une réelle conscience de l'infamie que représente pour le christianisme historique le symbole de la Croix compromis par son retournement criminel en instrument de persécution des Juifs. Toute la sagesse chrétienne vient d'un Juif : était-ce pour la retourner contre d'autres Juifs ? Or si cette mémoire donne infiniment plus de devoirs que de droits, où sont les chrétiens lorsque le danger menace les Juifs ? Il est des chrétiens qui montrent leur inquiétude en paroles et en actes. Pourtant deux points faibles dans le monde chrétien : **les médias et les ONG** où tant sur le plan de la parole publique que de l'activisme militant, leur conscience de la problématique antisémite ne leur suffit pas à aller à contre-courant de l'unanimité antisioniste de la doxa progressiste de gauche. Le journal *La Croix* dans sa présentation du conflit israélo-palestinien multiplie les biais anti-israélien et ne prend aucune mesure pour résister à la présentation unilatérale des grandes agences de presse alors que l'abondance des sources chrétiennes dont il dispose en Israël, à Gaza et dans les territoires serait de nature à offrir du narratif israélo-palestinien plus équilibré. Pourtant son histoire du temps de

l'affaire Dreyfus, où La Croix se vantait d'être le journal catholique « le plus antijuif de France »⁶, serait de nature à lui inspirer davantage d'équité. Quant aux ONG chrétiennes, apparemment pas plus d'anti-corps à la vulgate islamogauchiste, sans doute par ignorance de l'histoire, mais aussi par volontiers de plaire à l'immigration maghrébine qui représente le nouveau prolétaire.

Troisième thèse : là encore, je m'inspire du même passage de l'essai de Delphine Horvilleur. Elle écrit : « Il ne s'agit jamais de faire taire la voix de nos héritages et des souffrances passées mais de ne pas les laisser monologuer en nous, comme si elles disaient tout de ce que nous pourrions être » (p. 42). Sortir de la fatalité de l'antisémitisme nouvelle forme, sous les traits de l'antisionisme, développer un dialogue avec nos héritages et notre mémoire pour vivre les défis du présent. Briser la spirale infernale du mécanisme du bouc émissaire à l'encontre des Juifs, assimilés aux Israéliens, eux-mêmes diabolisés par une présentation manichéenne du conflit israélo palestinien. Comment les chrétiens peuvent-ils assumer la responsabilité que leur donne leur histoire, et l'assumer notamment vis-à-vis de leurs compatriotes musulmans pour les amener à affronter la réalité de la haine qui couve en leur sein ? Leur partager comment un enseignement de l'estime a été élaboré en lieu et place de l'enseignement du mépris. Leur dire comment les vieux réflexes, qui sont loin d'avoir disparus, peuvent être désappris. Dialoguer avec l'héritage : l'antijudaïsme chrétien n'est pas une fatalité, les Églises l'ont prouvé après la Shoah. Il n'y a pas de raison que du sein de l'islam, qui est ce que les musulmans en feront, ne puisse également être extirpé le mépris des juifs si répandu dans la culture arabo-musulmane. La part des chrétiens consiste positivement à opérer sur la mémoire de l'occident une réappropriation positive de la contribution exceptionnelle de la matrice juive à la construction de l'Occident. Selon les mots de mon collègue sociologue de l'UCLouvain, Jean de Munck dans deux articles récents sur l'antisémitisme : « Il importe d'une part de mieux reconnaître la judéité, dans son pluralisme et son historicité, sans aucune réduction essentialiste ; et d'autre part, d'inscrire la « part des Juifs » dans l'histoire de la philosophie occidentale, et dans l'histoire de sa démocratie. »⁷

⁶ <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k212474b.langFR>

⁷ Jean DE MUNCK, « Antisémitisme. La mémoire de la Shoah ne suffit plus » dans *Pour (écrire la liberté)*, 2019, <http://hdl.handle.net/2078.1/214730>.

Annexe

Définition de l'IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance : alliance internationale de la mémoire de la Shoah)

Contemporary examples of antisemitism in public life, the media, schools, the workplace, and in the religious sphere could, taking into account the overall context, include, but are not limited to:

Calling for, aiding, or justifying the killing or harming of Jews in the name of a radical ideology or an extremist view of religion.

Making mendacious, dehumanizing, demonizing, or stereotypical allegations about Jews as such or the power of Jews as collective — such as, especially but not exclusively, the myth about a world Jewish conspiracy or of Jews controlling the media, economy, government or other societal institutions.

Accusing Jews as a people of being responsible for real or imagined wrongdoing committed by a single Jewish person or group, or even for acts committed by non-Jews.

Denying the fact, scope, mechanisms (e.g. gas chambers) or intentionality of the genocide of the Jewish people at the hands of National Socialist Germany and its supporters and accomplices during World War II (the Holocaust).

Accusing the Jews as a people, or Israel as a state, of inventing or exaggerating the Holocaust.

Accusing Jewish citizens of being more loyal to Israel, or to the alleged priorities of Jews worldwide, than to the interests of their own nations.

Denying the Jewish people their right to self-determination, e.g., by claiming that the existence of a State of Israel is a racist endeavor.

Applying double standards by requiring of it a behavior not expected or demanded of any other democratic nation.

Using the symbols and images associated with classic antisemitism (e.g., claims of Jews killing Jesus or blood libel) to characterize Israel or Israelis.

Drawing comparisons of contemporary Israeli policy to that of the Nazis.

Holding Jews collectively responsible for actions of the state of Israel.